TEVY ALA ET TECHNIQUES AGRICOLES

(Ernest Razafiarison, Anicet Ranaivoarison, et Jean-Solo Ratsisompatrarivo)

Version 5.241108

Un bilan de quelques années d'effort pour renverser la tendance de dégradation des ressources naturelles dans les zones à haute importance biologique.

1. CONTEXTE

Définitions

Le mot « tavy » est devenu un nom générique désignant toute pratique agricole consistant à mettre le feu sur un terrain préalablement défriché. Cette pratique vise non seulement les zones boisées mais aussi les jachères. Dans cet article, nous nous focaliserons sur les « tavy » pratiqués dans les forêts, appelés communément « tevy ala », car c'est la forme la plus destructrice, attaquant les habitats naturels et perturbants les écosystèmes. Nous nous intéresseront particulièrement aux « tevy ala » des forêts humides de l'Est, régions dans lesquelles l'USAID et ses partenaires de mise en œuvre ont intervenu depuis plus de 10 ans maintenant.

Il n'est plus à démontrer que les forêts tropicales de Madagascar font partie de celles qui regorgent d'une richesse en biodiversité des plus abondantes au niveau mondial. Les espèces faunistiques et floristiques qui s'y trouvent présentent un niveau élevé d'endémicité, allant jusqu'à au-delà de 90% pour certaines (G. Harper *et al.*, 2007). Cette situation confère à l'île la catégorisation de « hotspot » et justifie sa place parmi les priorités en matière de conservation de la biodiversité (Myers *et al.*, 2000). Mais on sait aussi que, comme les autres forêts tropicales, les forêts de Madagascar sont les plus menacées du monde. L'étude menée par G. Harper *et al.* (2007) avec des méthodes sophistiquées d'interprétation d'images satellitaires (MSS, Landsat TM, Landsat ETM+) montre un taux de déforestation avoisinant les 40% en 50 ans, c'est-à-dire du début des années 50 jusqu'en 2000.

Impacts du « tevy ala »

Ces figures montrent de façon évidente les impacts sur la richesse en biodiversité : perte d'habitats, diminution de la population des espèces pouvant entraîner leur extinction pure et simple, fragmentation des forêts, perturbation des services écologiques etc. (M. Hansen *et al.*, 2008). Ces impacts sont de moyen à long terme, et seront perçus aussi bien au niveau de Madagascar qu'au niveau global.

Sur le rendement et la production, la pratique du « tevy ala » n'est pas non plus sans effet. D'abord la perte de la fertilité du sol, car après une à deux saisons de pratique de la culture sur brûlis, une parcelle ne pourra plus être utilisable qu'après trois à quatre ans. Après cette rotation, la fertilité du terrain régresse drastiquement et les paysans sont ainsi obligés de migrer et défricher ailleurs. Il est constaté que le cycle de mise en jachère raccourcit dans le temps, et les types de végétation deviennent de plus en plus dégradés (Styger E. *et al. 2006*). Par ailleurs, la perte d'habitat pour certaines espèces résidant dans les forêts les a obligés de chercher leurs nourritures dans les zones habitées ! Les habitants des villages en lisière des forêts sont de plus en plus confrontés à l'invasion des rougeurs qui détruisent leurs cultures sur pied, jusqu'au stock dans les greniers !

Sur les conditions de vie des populations rurales, certains services écologiques se trouvent déjà perturbés de façon plus qu'alarmante. Le tarissement des sources comme l'ensablement des rivières sous l'effet des « lavaka » sont maintenant ressentis presque à vue d'œil. Les forêts sont les châteaux d'eau des régions environnantes, et la perte de celles-ci entraîne fatalement la perte d'une quantité importante de cette précieuse denrée. La raréfaction de certaines espèces connues comme produits secondaires de la forêt utilisés par les communautés dans leur vie quotidienne (plantes utilisées dans la pharmacopée, bois utilisés dans la construction, faune utilisée dans l'alimentation…) ne fait qu'exacerber la pauvreté ambiante de ces populations.

Problématique d'une pratique agricole liée à la tradition, la culture, et l'histoire.

Le « tevy ala » est une pratique héritée de plusieurs générations, accompagnant la dynamique de la colonisation des terres depuis le peuplement de l'espace, d'une part à partir de la côte Est, et d'autre part des hautes terres (E. Styger *et al.*, 2006). A l'origine, il servait à accaparer des lopins de terre dans les forêts pour usage agricole. Selon la réglementation sociale traditionnelle, les portions ainsi dégagées deviennent des propriétés de la famille qui les a essartées, et qui décide de l'utilisation du sol ainsi déboisé par la suite. Malgré les efforts de l'Etat central de vulgariser les nouveaux concepts de gestion rationnelle et participative, les droits coutumiers sont encore en vigueur dans plusieurs régions de cette zone forestière de l'Est, et le « tevy ala » reste dans la pratique des populations un moyen d'accaparement et de sécurisation de nouvelles terres.

Il est reconnu que le « tevy ala » n'est pas seulement un moyen de production et d'exploitation des terrains de culture. Il fait partie aussi d'un rituel ancestral ayant lien à des pratiques spirituelles et religieuses, et surtout marquant l'identité de certains groupes de

populations (D. Humes, 2006). Ces considérations sont parfois jalousement gardées par ces populations et leurs chefs traditionnels qui ont toujours des influences considérables et profondément ancrées dans la société rurale. Il arrive même qu'une frange des populations rurales utilise ces pratiques comme des « armes » de protestation à l'encontre de nouvelles dynamiques socioéconomiques ou politiques dans lesquelles elle ne trouve pas encore ses marques. Ainsi, il n'est pas étonnant parfois que la pénétration des nouvelles pratiques agricoles plus soucieuses des ressources naturelles rencontre une résistance non négligeable.

Problématique d'une pratique agricole liée à une politique forestière non maîtrisée.

Dans un certain sens, ces pratiques originales semblent respecter les mesures minimales de conservation des sols, car la mise en friche de parcelles suivie de la mise à feu des jachères ou des superficies nouvellement déboisées était réglementée. En effet, les « Sefon'ala » ou Gardes Forestiers avaient la charge de statuer sur les autorisations de défrichement et de mise à feu dont la délivrance est précédée par une visite de lieu et d'un engagement de la part du demandeur d'adopter toutes les mesures obligatoires de sécurité avant de déboiser et mettre le feu sur lesdites parcelles. Des tournées systématiques et périodiques des autorités locales permettaient de respecter ces règles, et les défaillants étaient fortement réprimés. Cette politique dite répressive n'avait pas toujours l'adhésion des populations, mais au moins les règles étaient claires, et tant que le « Fanjakana » était présent et appliquait la loi, les communautés s'y conformaient tant bien que mal. Mais un relâchement a commencé au début des années 70, produit d'une politique populiste qui confère à tous les biens et patrimoines de l'Etat une propriété de tous ! Anarchie, corruption, démission, attitude et comportement irresponsables aussi bien des autorités que des populations ont entraîné le déchaînement de la dégradation de la couverture forestière de l'Est de Madagascar (G. Harper *et al.*, 2007), pourtant considérée par les malgaches comme une ressource intarissable !

La nouvelle politique forestière des années 90, finalement plus responsable et visant à impliquer de plus en plus les gestionnaires de base, n'a pu que freiner cette tendance de dégradation, sans vraiment la renverser, à cause de plusieurs facteurs opérationnels dont les plus marquants étaient le manque de ressources et la capacité de gestion de l'administration forestière, et la lacune de l'éducation des citoyens à prendre en main ses responsabilités. Les initiatives issues d'une nouvelle vision de la conservation de la biodiversité à l'aube du troisième millénaire ne font que commencer, et sont encore sur le stade de l'adoption aussi bien au sein des promoteurs qu'au niveau des populations riveraines des ressources en question. Cette vision baptisée « Vision de Durban », qui se résume à tripler la superficie des

aires protégées dans toute l'île avec des modes de gestion innovateurs, devrait marquer une nouvelle dynamique dans les relations des co-gestionnaires des ressources naturelles, à savoir l'Etat qui reste propriétaire desdites ressources, et les différentes catégories de parties prenantes, et déboucher sur une meilleure prise de responsabilité des uns et des autres.

Problématique d'une pratique agricole liée aux conditions socio-économiques désavantageuses.

L'extrême pauvreté du monde rural s'exprime d'abord par l'insécurité alimentaire. Le rendement rizicole national est évalué à une valeur moyenne assez stable de 2t/ha, mais dans la plupart des zones rurales, les rendements sont faibles variant en moyenne entre 1,2 tonne/ha pour le riz précoce des rizières, 1,7 tonne/ha pendant la saison principale des rizières, 0,9 tonne/ha pour le riz « tanety », et 0,7 tonne/ha pour la culture du riz sur brûlis dans certaines régions (B. Minten, C. Randrianarisoa, M. Zeller, 1998). La production, qui reste stagnante en général, ne peut donc pas suivre les besoins alimentaires d'une population qui s'accroît à 2.8% par année. Cet état de chose est l'une des raisons les plus importantes de l'extension des terrains de culture, et surtout dans les zones les plus propices que sont les zones forestières.

Mais les régions à haute importance de diversité biologique des forêts humides de l'Est sont aussi caractérisées par la présence de la grande falaise longeant le flanc de l'île du Nord au Sud. La topographie y est donc très accidentées et l'accès difficile. Les populations se trouvent ainsi enclavées et laissées à leur propre compte, les services sociaux de base y font défaut, comme les écoles et les centres de santé. Il leur faut faire plusieurs heures, voire plusieurs jours de marche pour accéder à ces services. Les services techniques supposés les supporter et les assister dans le domaine de la production sont dans la même situation d'éloignement, ce qui ne motive pas ces communautés à recourir à leur service (PDSSPS 2007-2011).

Le climat y est rude et changeant, ponctué de cataclysmes naturels dévastateurs, entraînant une situation sanitaire plus que préoccupante. Les régions de l'Est sont réputées pour être le foyer de toutes les maladies tropicales, comme le paludisme, la malaria, et autres maladies diarrhéiques. Ajouté à cela, une démographie galopante marque ces zones présentant un taux de croissance démographique de 3% environ. Ainsi, une famille contient-elle 6 à 8 enfants à charge en moyenne.

Bref, la situation socio-économique de ces populations est en plusieurs aspects, désavantageuse. Elles sont en lutte au jour le jour pour leur subsistance avec comme seule ressource la terre, et encore faut-il la chercher en forêt !

Problématique d'une pratique liée à une politique agricole incohérente.

La pratique du « tevy ala » aurait nécessité une large et profonde campagne de promotion d'alternatives de production, d'intensification et de diversification agricole. Mais la politique agricole qui aurait dû supporter les populations rurales dans ces défis n'a jamais été claire ni cohérente. La promotion des nouvelles techniques de production aurait dû être intensifiée de façon systématique dans les fins fonds des brousses et des zones enclavées, mais l'Etat se désengage de la vulgarisation agricole. Pour assurer une production à la hauteur des besoins locaux, l'utilisation des intrants plus performants et plus soucieux des ressources est impérative, mais aucun mécanisme facilitant l'accès à ces intrants n'a été mis en place, ni par l'Etat ni par le privé qui ne pouvait investir si des retours bénéfiques n'étaient pas assurés. Pour pouvoir améliorer leurs moyens de production, les paysans sont encouragés à investir plus, mais les systèmes de microcrédit rural ne suivent pas. Ils sont confrontés à des problèmes de logistiques et d'opérations difficiles pour étendre leur réseau dans des localités enclavées où la sécurité fait défaut.

Dans l'incertitude, les populations assurent le minimum en appliquant la stratégie de facilité et perpétue la pratique de « tevy ala » pour faire face à l'insécurité alimentaire, de plus en plus accrue d'année en année.

2. REPONSES ET RESULTATS

Un certain nombre de réponses a été apporté pour faire face à cette situation dans le cadre du plan d'action environnemental, et ayant pour objectif principal de renverser la tendance de dégradation des ressources en changeant petit à petit le mode de production itinérant et destructif actuellement pratiqué, tout en axant les efforts vers une responsabilisation progressive des populations (MINENVEF 2002). L'USAID et ses partenaires d'exécution se sont particulièrement attelés sur les interventions faisant la promotion des alternatives de production pour réduire les « tevy ala » depuis la première phase de ce plan d'action environnemental, parallèlement à la promotion de la gestion communautaire durable des ressources naturelles. Lors de la deuxième et la troisième phase de ce plan d'action, l'USAID et ses partenaires ont adopté l'approche écorégionale de conservation et de développement.

(INSERER UN APERÇU DE L'APPROCHE ECOREGIONALE)

Ce qui suit donne un aperçu de leurs efforts dans ce sens et des réalisations sur le terrain.

Promotion et vulgarisation des techniques agricoles plus durables

La faiblesse de la production agricole a engendré deux impacts majeurs : la pauvreté des populations sous plusieurs formes (malnutrition, bas revenu, déscolarisation etc.), et la dégradation des ressources naturelles à partir d'une gestion irrationnelle et des pratiques néfastes. L'amélioration de la production agricole est ainsi devenue une des priorités du gouvernement et des projets de développement.

L'intensification agricole vise à améliorer le rendement des paysans agriculteurs pour que ceux-ci produisent une quantité suffisante pour assurer une sécurité alimentaire, et un surplus pour subvenir aux autres besoins à partir des revenus générés. A Madagascar, la culture du riz reste la plus importante pour influencer l'amélioration de la production agricole (B. Minten & C. Barett, 2008) ; cette stratégie a ainsi visé particulièrement la riziculture. Elle devait aussi entraîner la sédentarisation d'une certaine partie des populations rurales, qui sont toujours à la recherche de terres arables et propices à l'exploitation agricole, cause de la déplétion des espaces forestiers. Des techniques de production plus rentables et plus durables ont été vulgarisées, pour que les paysans abandonnent la pratique du « tevy ala. » Ainsi, près d'une quarantaine de « technologies et pratiques alternatives » ont été disséminées, des systèmes culturaux tel le système de riziculture intensive (SRI) et le système de riziculture améliorée (SRA), parfois la maîtrise de l'eaux dans les petits aménagements hydroagricoles, de l'utilisation de petits matériels agricoles pour mieux rentabiliser la main-d'œuvre, telle la sarcleuse conique, la pompe à pédales pour l'adduction d'eau, ou la presse à huile pour la transformation, de l'utilisation de fertilisants pour palier la pauvreté des sols, en promouvant le compostage ou les engrais adaptés, de la diffusion de la technique du semis direct et de la culture sous couvert végétal pour la défense et la restauration du sol, et la facilitation de l'accès aux semence améliorées pour un meilleur rendement.

Cette stratégie est accompagnée d'une autre, qui est la diversification agricole. Elle vise à étendre la gamme de produits des paysans, toujours dans la perspective d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi la possibilité de générer plus de revenus aux ménages paysans. Plusieurs pratiques ont été vulgarisées, tel le maraîchage, l'agroforesterie, la culture de contre-saison, la valorisation des produits forestiers comme l'apiculture et l'artisanat, la promotion des petits élevages, la promotion de nouveaux produits agricoles qui visent à améliorer la nutrition, comme les ignames qui sont des plantes à tubercules, ou les plantes à valeur nutritive élevée, comme le *Moringa Oleifera* etc. L'intensification et la diversification agricole ont entraîné aussi la maîtrise de l'exploitation des « tanety », une zone agroécologique jusqu'ici sous exploitée. Les différentes techniques de défense et restauration

des sols sont donc diffusées et vulgarisées, comme la technique des courbes de niveau, la stabilisation des terrasses etc.

INSERER QUELQUES DONNEES CHIFFRÉES SUR LES RÉSULTATS OBTENUS (PRODUCTION AGRICOLE, RENDEMENT, ADOPTION, SURFACES AMÉNAGÉES ETC.)

Responsabilisation et structuration du monde rural

Ces stratégies techniques ont été mises en œuvre avec un effort de mobilisation sociale et de structuration du monde rural à la base. Plusieurs modèles et initiatives ont été lancés, dont le Mouvement Koloharena qui a vu le jour en 1999 sous l'impulsion du programme Landscape Development Interventions, et soutenu par la suite par le programme Eco-Regional Initiatives. Ce mouvement paysan s'est fixé comme objectifs la protection des ressources naturelles, et le développement des activités économiques pour le bien-être de ses membres. Il fut ainsi le moteur d'une dynamique de mobilisation sociale allant vers l'autopromotion des populations vivant dans des zones à importance biologique et à fort potentiel économique, qui, du fait de leur enclavement géographique, sont vouées à elles-mêmes, condamnées à la déprédation des ressources naturelles par la pratique de méthodes destructrices comme le « tevy ala[1] ». Le Mouvement Koloharena s'est développé en un dispositif complexe de services agricoles, aux côtés d'autres initiatives de regroupement communautaires comme les COBA ou les AUE[2]. Il assure la vulgarisation et la promotion des pratiques agricoles alternatives au « tevy ala, » l'approvisionnement en intrants aux associations mais aussi l'écoulement des produits au niveau des marchés locaux et régionaux, la promotion de la microfinance rurale, et enfin, les initiatives de recherche paysanne et la diffusion des résultats.

Le Mouvement Koloharena s'est approprié de l'approche de vulgarisation et d'encadrement « paysan à paysan, »

INSERER UN PARAGRAPHE SUR L'APPROCHE « PAYSAN A PAYSAN » ET L'APPROCHE TERROIR – NICHES AGROECOLOGIQUES.

---

[1] Le « tevy ala » est la technique de culture sur brûlis, consistant à mettre le feu sur un terrain après l'avoir défriché. Pratiqué dans les forêts naturelles, il est la cause essentielle de la perte de la couverture forestière.

[2] COBA (communautés de base, devenu un nom générique des organisations de base ayant un statut spécifique pour la gestion des ressources naturelles à travers un contrat de transfert de gestion) ; AUE (association des usagers de l'eau, gestionnaire des infrastructures hydroagricoles dans un bassin versant donné).

INSERER QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES SUR LE DISPOSITIF DE SERVICES AGRICOLES (NOMBRE D'ASSOCIATIONS, DE PA/PV, DE F.F.S., ASPECT GENRE ETC.)

Promotion d'une économie de marché

- Dispositif commercial à travers les coopératives, aussi bien dans l'approvisionnement des associations de paysans, que dans la recherche de marché pour les produits locaux.
- Effort dans la mise en relation des paysans producteurs et des clients acheteurs, au niveau local, régional, national, international.
- Quelques interventions pour améliorer l'état des infrastructures de communication (pistes) et assurer le lien entre les zones de production et les marchés.

INSERER QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES SUR LES MARCHÉS OBTENUS PAR LES PAYSANS

Gestion communautaire durable des ressources naturelles

- Transfert de gestion des ressources forestières à but de conservation. Responsabilisation des communautés de base dans la gestion durable des ressources forestières (contrôle, infrastructures…) et droit d'usage.
- Dans certains cas, optimisation des retombées économiques pour les communautés (écotourisme, produits secondaires…) garantissant la viabilité de ces transferts.
- Implication des communautés de base dans la co-gestion des nouvelles aires protégées créées dans le cadre de la mise en place de la Vision Durban. La place et le rôle des Fédérations de COBA.
- Communication rurale. Diffusion des outils de promotion des nouvelles pratiques agricoles (fiches techniques, émissions et spots TV et radios, posters…). Organisation des groupes d'écoute.

INSERER QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES SUR LES RÉSULTATS (SUPERFICIES TRANSFÉRÉES, NOMBRE DE PERSONNES FORMÉES SUR L'AMÉNAGEMENT ET LA GESTION, INITIATIVES DE VALORISATION DES SERVICES ECOLOGIQUES, CANAUX DE COMMUNICATION RURAL ETC.)

3. ANALYSE

Après plus d'une quinzaine d'années d'effort dans le but de renverser la tendance de dégradation des ressources, des résultats concrets et louables ont été obtenus par le programme environnemental en général, et les projets de USAID en particulier. Mais force est de constater que la situation est toujours assez préoccupante. Le taux de déforestation semble reculer dans certaines zones après d'intenses interventions à travers les projets successifs, mais ces résultats sont encore mitigés, et vue dans sa globalité, la perte en habitats naturels reste encore une menace sérieuse pour tout le pays. Ce qui suit soulève des points qui sont considérés comme les obstacles pour l'obtention d'impacts plus probants.

Sur les paquets techniques :

- Des paquets techniques pas bien « ficelés ». Interventions dispersées et encadrement cloisonné, promotion et vulgarisation de plusieurs techniques sans nécessairement un effort précoce d'intégration. On n'a pas travaillé sur le riz pluvial ni sur l'exploitation ou la valorisation des « tanety », alors que l'aménagement des bas-fonds commençait à présenter des contraintes (surface, localisation, coût…). Promotion de l'approche terroir et agroécologique sans qu'on ait développé une stratégie précise, des outils « ficelés », un processus homogène.
- Lien très faible entre la recherche et ses résultats, les praticiens, et les producteurs. Dans une autre dimension, les réponses apportées n'ont pas suffisamment valorisé les connaissances locales, ce qui a rendu difficile d'abord l'adéquation des nouvelles techniques aux réalités du terrain, et aussi l'appropriation de celles-ci par les paysans.
- Pas de synergie entre « paquet technique » et autres volets (infrastructures, foncier…). Manque de ressources, échelle pas nécessairement identique, intégration difficile dans le court terme. Mais finalement, faible à aucune synergie entre les différentes initiatives faisant la promotion de ces différents volets du développement rural, ce qui a pour effet de perdre la confiance des paysans, perdre leur enthousiasme…
- Accès difficile aux intrants persistant. Vulgarisation se limitant aux séances de démonstration, impossibilité de mener une campagne de grande envergure dans le temps et dans l'espace. Effet d'un manque de stratégie de la part du ministère, sur la définition de QUI FAIT QUOI entre le privé et l'Etat en matière de promotion des intrants. Guerre d'écoles et de tendances sur les concepts bio ou non. Lien très faible entre la recherche et

ses résultats, les praticiens, et les producteurs sur l'amélioration variétale, les engrais, les petits équipements agricoles…

- Accès difficile à plus de capital. La difficulté des paysans à aller de l'avant dans l'accroissement de la productivité agricole provient dans une large mesure du manque de capital et de crédit nécessaires pour investir. Sans la disponibilité financière, les techniques innovatrices restent des théories. Problème de l'enclavement et de difficulté d'accès des localités à cibler pour les IMF, complexité des procédures d'accès au micro crédit surtout. Pourtant, la culture du crédit est déjà implantée dans ces zones rurales, quid des usuriers traditionnels « ratrema » qui présentent des taux d'intérêt au-delà de ceux appliqués par les IMF ! Initiative de crédit autogéré par les coopératives qui gagne la confiance des paysans.

Sur les aspects programmatiques

- On n'a pas pu travailler là où on devait ! Ciblage imparfait des zones prioritaires étant donnée la contrainte budgétaire. En conséquence, les populations riveraines de la forêt, celles qui étaient les plus éloignées, situées sur la lisière des forêts, n'ont pas pu vraiment être touchées et n'ont pas pu bénéficier des interventions des différents projets et programmes d'encadrement, à cause de leur éloignement, l'inaccessibilité, le nombre limité des techniciens.
- On n'a pas fait une analyse spatiale suffisante pour la programmation. Interventions classiques, uniformes dans toutes les zones. Pas assez d'analyse sur QUOI faire OÙ, pour la priorisation. Pas d'exploitation optimale des outils d'analyse spatiale et du SIG. Il n'y a qu'un lien très faible entre les activités de promotion d'alternative de production (KH) et les activités de conservation (COBA). La vision de « ceinture verte » et « ceinture jaune » des corridors n'a jamais été vraiment développée.
- Absence ou insuffisance de synergie d'action entre les différents partenaires d'appui sur le terrain, due à une différence d'approche, d'objectifs, de moyens. Mais plus stratégiquement, le domaine du développement rural en général et le développement agricole en particulier n'a jamais fait l'objet d'un effort d'alignement et d'homogénéisation programmatique de la part des partenaires techniques et financiers. Efforts dispersés, aucune concentration pour assurer des effets concomitants et résultants.
- Concentration de l'assistance technique au bénéfice des Koloharena souvent localisés dans les zones intermédiaires, et aucun lien évident d'interventions sur ces alternatives

pour les VOI situés dans la zone de lisière pour rendre plus efficaces et pérennes leurs actions de protection des ressources forestières.

- CCC timide et mal ciblé. Messages non percutants, dispersés et parfois contradictoires (zéro feu, gestion des feux…). On n'a pas vraiment ciblé les jeunes, les paysans… suivant leurs habitudes, leurs pratiques. Ressources allouées à la CCC dérisoires, ne permettant pas de toucher une masse critique pendant une période plus ou moins longue, de façon permanente, donc capable d'avoir l'effet d'entraînement voulu. Les pratiques agricoles sont les fruits plus d'une attitude, d'un comportement, que de connaissance et de conviction. Les projets et programmes successifs ont tous misé sur la promotion des paquets techniques, des nouvelles technologies, ce qui n'est pas mal en soi. Mais il est constaté que les aspects communication et éducation pour le changement de comportement restaient toujours les volets les plus négligés de ces initiatives. Les pratiques de « tevy ala » datent de plusieurs dizaines d'années, et ont été transmises de génération en génération, ce n'est pas en une phase de projet que ces pratiques seront éradiquées !

Sur les aspects institutionnels

- Désengagement de l'Etat dans la vulgarisation alors que l'agriculture est une priorité de développement. Aucune politique d'accompagnement claire pour atteindre des objectifs toujours ambitieux. Décentralisation et régionalisation non effective, puisque les ressources (humaines et financières) sont restées centralisées, sans un renforcement de la capacité des équipes régionales et locales. Les actions pour assurer la sécurité rurale n'ont jamais été convaincantes de la part de l'Etat, ce qui n'incite par le paysan à investir.
- La Révolution Verte Durable ambitionne un doublement de la production en **2010** et un triplement de la production en **2012** en s'appuyant sur cinq axes **XXXXX**. Il est vrai que les résultats obtenus entre 2004 et 2005, avec une augmentation de 13% de la production de riz, permet d'espérer mieux. D'où ce défi ambitieux de doublement et de triplement de la production à des horizons de court à moyen terme. Mais l'expérience montre aussi que le taux d'adoption de ces nouvelles techniques dépend de plusieurs facteurs autres que techniques : l'accès à plus de capital car ces techniques coûtent plus cher que les techniques traditionnelles, l'accès au marché pour écouler le surplus de produits, la sécurisation foncière etc. Le paysan, dans un contexte socioéconomique déjà défavorable, prend plutôt son temps et avance avec beaucoup de prudence dans la mutation. Il est

compréhensible qu'il soit réticent à prendre trop de risque dans l'investissement de son temps et de son capital vers un changement radical de comportement !

- Absence de cadre commun d'intervention. Rôle de l'Etat, on parle de vision sans préciser les stratégies d'en atteindre les objectifs. Le MAEP n'arrive pas à mobiliser ses partenaires techniques et financiers sur une même ligne de conduite, ce sont plutôt ces derniers qui dictent les objectifs et les programmes, chacun à sa façon d'ailleurs.
- Insuffisance du partage et de la diffusion des « bonnes pratiques ». Chaque initiative évolue en vase clos, aucun effet d'entraînement, éternel recommencement pour les nouveaux projets, faible capitalisation des acquis même au sein d'un même programme dès que les zones d'intervention sont différentes.
- Effets pervers de certaines initiatives, comme le TGRN ou les NAP. Exportation des pratiques de « tevy ala » dans les forêts non transférées par des opportunistes non membres des VOI. Signe d'opposition ou de contestation de certaines communautés qui se sentent « exclues » des initiatives en cours (TGRN, mise en place des NAP, DEAP…).
- Difficile mise en cohérence des politiques nationales de gestion des différentes ressources naturelles, comme les forêts et les mines, les forêts et le pétrole etc. Les bénéfices des parties prenantes ne sont pas clarifiés dans leur effort de conservation (ristournes, redevances, contrepartie etc.). Cette situation compromet les efforts de conservation déjà entamés par les communautés de base riveraines.

4. CONCLUSION

Comment faire un saut qualitatif dans le renversement de la tendance ? Comment assurer que les efforts de vulgarisation des nouvelles techniques de production plus rentables et plus durables soient soutenus dans le temps ? Comment initier le passage à l'échelle des résultats prometteurs obtenus jusqu'à maintenant ? Il est certainement difficile d'apporter des réponses strictes à ces questions, mais ce qui suit donne des éléments de réflexion qui pourraient aider à aller de l'avant et optimiser les impacts dans le futur.

- Renforcer l'approche participative de recherche et d'actions à la base à travers le réseau FFS, le réseau des PV/PA etc. pour mettre en valeur les acquis mais aussi les atouts au niveau des communautés locales.
- Elaborer des stratégies spécifiques de développement dans les zones à importance en biodiversité. Le contexte qui y prévaut est profondément différent que dans les autres zones rurales.

- Renforcer la synergie entre les différents projets de développement, et adopter une démarche intersectorielle dans la planification, la programmation et la mise en œuvre.
- Assurer que les retombées endogènes (produits de leurs efforts) et exogènes (différents mécanismes de financement) de la conservation profitent effectivement et de façon concrète aux communautés.
- Mener une campagne de communication et d'éducation adaptée, participative, et soutenue qui met en valeur les aspects socioculturels et économiques des zones ciblées.

Références

A RAJOUTER